

# « Un camp dans la tête »

## *Qu'est-ce que le « campisme » ?*

**Une définition courte**, actuelle et la plus claire possible est indispensable avant toute autre chose.

Le campisme désigne une grille de lecture des enjeux internationaux, consciente ou inconsciente, dans laquelle le monde est fondamentalement structuré en deux blocs d'États, en deux « camps » : le monde occidental impérialiste (USA, Union européenne, OTAN, Israël et leurs alliés) et ses adversaires.

En cas de conflit entre deux États, consciemment ou non, le campiste fera primer cette grille de lecture sur toutes les autres explications : il cherchera à identifier quel est le camp (le plus proche) de l'Occident impérialiste, et soutiendra l'autre camp par principe.

**Alerte rouge** pour commencer. Choisir de consacrer du temps à examiner ce phénomène, c'est à coup sûr accepter de se confronter à ce que les débats politiques ont de plus épuisant, surtout sur les réseaux sociaux. Sur la forme, d'abord, car on plonge immédiatement dans un vocabulaire chargé d'émotions négatives : « campiste » est parfois jeté dans le débat comme insulte, souvent comme dénigrement, toujours, en tout cas, comme disqualification d'un point de vue. Sur le fond ensuite, car personne évidemment ne se reconnaît campiste (*il est probable, pour cette raison, que cette analyse ne rencontre que mépris ou incompréhension auprès de ceux qui ont adopté cette vision du monde*). Il s'agit donc d'un mot qui, par nature, est associé à la discorde... et à la mauvaise foi : soit de la part de celui qui discrédite abusivement son interlocuteur, soit de la part de celui dont le raisonnement est dénoncé comme tel, et qui ne le reconnaît pas.

Pourquoi, alors, se soucier de ce terme ? Simplement parce qu'il met le doigt sur des divergences fondamentales au sein de la gauche à propos des questions internationales actuelles. On peut le juger mal choisi, méconnu, insultant, il n'empêche qu'il offre une clé d'interprétation solide de ces divergences. Et la meilleure des motivations pour mener cette analyse, justement, c'est qu'à part un tout petit milieu, personne ne sait à quoi le

campisme fait référence. On a donc là une grille d'analyse pertinente, explosive – signe qu'on touche à des zones sensibles, donc profondes – mais pas encore popularisée. Un débat essentiel se joue dans une niche et échappe à la majorité, ce qui est dommage. Tel est donc le premier défi, populariser la compréhension du phénomène.

***Prenons un exemple*** (fictif mais réaliste).

Cédric est un militant très à gauche et très actif sur les réseaux sociaux. Un jour, il poste un lien sur la guerre en Ukraine, avec ce commentaire (fictif) :  
« **Quelle atrocité ! Des centaines de milliers de morts, merci Poutine, et surtout merci l'OTAN ! Si nos dirigeants avaient respecté la promesse faite à Gorbatchev de ne pas étendre l'OTAN aux pays de l'Est, la paix serait là DEPUIS LONGTEMPS !** »

Sous son post, quelques likes, quelques commentaires enthousiastes, et un commentaire critique de Luc : « **Raisonnement campiste. Discutez un peu avec des Ukrainiens et renseignez-vous un peu sur leurs réalités, là vous ne faites que relayer la propagande du Kremlin.** »

**Pourquoi Luc accuse-t-il Cédric d'être « campiste » ?** Parce qu'au-delà de l'expression d'une colère légitime face à une guerre atroce, Luc perçoit dans le raisonnement de Cédric une mécanique bien connue : une grille de lecture préalable qui ordonne les faits avant même qu'ils soient examinés. La guerre en Ukraine n'est pas ici abordée comme une réalité pour elle-même, avec des faits incontestables (une invasion par la Russie), traversée par des dynamiques internes, des choix politiques locaux, des résistances populaires, des rapports de force multiples, mais comme un simple épisode de l'affrontement entre deux camps préexistants. Dès lors, l'Ukraine disparaît comme sujet politique, comme peuple agissant, pour devenir un terrain de jeu entre grandes puissances. Ce glissement est précisément ce que désigne l'accusation de campisme.

**D'où vient un tel positionnement ?** Pourquoi, au fond, y aurait-il seulement deux camps ? Pourquoi pas trois, quatre, dix ? Pourquoi pas, même, des camps différents dans chaque situation ? Ou des camps aux contours pas si nets que cela, des logiques entremêlées, à analyser en observant les réalités de terrain et en écoutant les acteurs concernés ? Il faut remonter à la période de la guerre froide (1947-1989 environ) pour comprendre cette logique d'analyse politique fondamentalement binaire.  
« *C'est à l'époque de la guerre froide que s'est forgé le "campisme" dans un monde*

*divisé en blocs antagonistes fondés sur la rivalité entre les deux superpuissances. La notion était portée par le mouvement communiste et ses compagnons de route. Impérativement, il fallait choisir son camp – à savoir être du côté des forces de progrès et du « socialisme réellement existant » tel qu'il s'incarnait dans la politique du grand parti frère soviétique<sup>1</sup> ».*

Durant cette longue période, toutefois, le campisme n'est pas perçu comme une disqualification ou une insulte : il s'agit d'une **stratégie politique assumée**, d'un positionnement revendiqué. Les militants communistes (pas tous) affirment alors qu'il est nécessaire d'adopter une position de principe liée à ce qu'ils appellent une « contradiction fondamentale ». Cette contradiction fondamentale, c'est évidemment celle qui oppose capitalisme et socialisme/communisme. En résumé, selon cette vision, même si les régimes socialistes font des erreurs, il faut prendre leur parti car ces défauts sont de toute façon un moindre mal par rapport au capitalisme, et car ce sont en quelque sorte des « accidents » dans la marche de l'Histoire qui progresse vers l'idéal socialiste.

**Un exemple emblématique** de ce « campisme » historique peut être vu dans le point de vue défendu par Jean-Paul Sartre dans sa violente querelle avec Albert Camus – que nous analyserons en détail dans un autre texte<sup>2</sup>. Ou encore, dans les débats de 1968 quand les chars soviétiques ont envahi la Tchécoslovaquie. Petit rappel des faits : en 1968, en Tchécoslovaquie, le « printemps de Prague » correspond à une série de réformes politiques et sociales visant à instaurer un socialisme plus ouvert, avec davantage de libertés publiques et une réduction de la censure, sans sortie du bloc de l'Est. Ces évolutions sont jugées inacceptables par les dirigeants soviétiques. Dans la nuit du 20 au 21 août 1968, les troupes du Pacte de Varsovie, menées par l'URSS, envahissent le pays avec des chars et mettent fin par la force au processus de réformes.

Dans les partis communistes d'Europe de l'Ouest, les avis sont divisés, cela fait débat bien sûr, mais les partis iront finalement dans le sens d'un alignement soviétique. Fidel Castro, le dirigeant communiste cubain, illustre alors cet alignement et l'argumente.

« Que dit donc Fidel, quelques jours après ces événements ? Il reconnaît qu'il y avait en Tchécoslovaquie *un bon courant* qui proposait des *méthodes correctes* face aux "méthodes incorrectes de gouvernement, à la politique bureaucratique, au divorce d'avec les masses" et autres erreurs de l'ancienne

---

<sup>1</sup> Marc Semo, « Le "campisme", ou choisir son camp dans un monde divisé », Le Monde, 22 mai 2024.

<sup>2</sup> Guillaume Lohest, « Un conflit dans la tête », analyse publiée par Les Équipes Populaires, [www.equipespopulaires.be](http://www.equipespopulaires.be), décembre 2025.

direction du Parti communiste tchécoslovaque (...) Et puis il y avait un *mauvais* faisant la danse du ventre devant la société de consommation, *prônant la matérialisation vulgaire de la conscience des hommes*, et *marchant inexorablement vers l'impérialisme*. Et dans ces conditions, il était juste que les troupes du pacte de Varsovie interviennent pour éviter l'affaiblissement du *camp socialiste*<sup>3</sup>. »

**Mais pourquoi s'attarder sur cet épisode ?** Car enfin, la guerre froide est loin derrière nous, et les anciennes puissances communistes (Chine, Russie) ont aujourd'hui adopté pleinement – et sauvagement – le capitalisme ! En théorie, normalement, la « contradiction fondamentale » entre États ayant disparu, les sympathisants marxistes devraient s'opposer à tous les États capitalistes, Chine et Russie comprises.

C'est le cas, bien sûr, pour certains. Mais nombreux sont pourtant les néo-campistes aujourd'hui. Comment l'expliquer ? Principalement par le fait qu'à partir des années 50 et 60, une autre ligne de partage s'est progressivement superposée à l'opposition capitalisme/communisme, celle de *l'impérialisme occidental*. C'était d'ailleurs l'argument de Fidel Castro qui évoquait le risque d'une « marche vers l'impérialisme ». La structuration du monde en deux blocs s'est maintenue car elle a épousé les luttes de décolonisation de ces années, réactualisées et réaffirmées aujourd'hui.

Un autre élément majeur est venu alimenter et rigidifier cette vision campiste du monde. Il s'agit bien sûr des diverses interventions militaires de l'OTAN loin de son périmètre (Irak, Afghanistan, Libye) et, plus fondamentalement, de son extension et du maintien de son existence alors que les objectifs initiaux n'ont plus lieu d'être (se défendre de la menace soviétique). Cette hégémonie militaire incontestable entretient le récit d'un monde divisé en deux camps : les oppresseurs (USA, OTAN, UE, Israël) et les opprimés. Le campisme se serait donc reconfiguré après la chute du communisme. Comme le résume Gilbert Achcar, « *il y eut un passage d'une logique de "L'ennemi de mon ami (l'URSS) est mon ennemi" à une logique de "L'ennemi de mon ennemi (les États-Unis) est mon ami"* »<sup>4</sup>

La factualité de l'extension du rôle de l'OTAN, de même que la légitimité des luttes de décolonisation, sont indiscutables. Critiquer le campisme ne

---

<sup>3</sup> Bernard Dreano, « Le campisme : une vision binaire et idéologique des questions internationales », Contribution présentée lors de la séance de clôture du cycle Mai 68 vu des Suds, le 14 avril 2018 au CICP, Mediapart, 16 août 2018.

<sup>4</sup> Cité dans Didier Billon et Christophe Ventura, *Désoccidentalisation. Repenser l'ordre du monde*, Paris, Agone, 2023, p. 115.

revient donc pas à disqualifier l'anti-impérialisme comme cadre d'analyse, mais à interroger son usage lorsqu'il devient exclusif et hiérarchise *a priori* l'ensemble des faits, lorsqu'il nie ou invisibilise tout ce qui n'entre pas dans cette interprétation.

**Il existe des situations, c'est vrai, où cette grille de lecture fonctionne très bien**, et qui peuvent constituer des rares moments d'alignement et d'union de la gauche. Par exemple, le soutien à la Palestine face à la colonisation et au génocide opérés par Israël avec l'appui explicite des USA et la complicité de l'Union Européenne.

Tant que le récit reste univoque, avec un oppresseur occidental bien cernable, la solidarité est unanime. Mais dès que l'agresseur prend un autre visage (russe par exemple) ou quand un mouvement populaire s'oppose à un régime de gauche (Evo Morales en Bolivie en 2019) ou du moins, non impérialiste (Bachar Al-Assad en Syrie dès 2011), la gauche se fissure. Et cette fissure épouse précisément ce qu'on a tenté de définir comme du « campisme ». Dans ces différents cas, entre autres, une partie de la gauche, dite « campiste », reste muette, ou réticente à afficher son soutien à un pays agressé (Ukraine), à un peuple massacré (Syrie) ou à un mouvement social complexe (Bolivie).

**Le cas syrien** est sans doute l'un des exemples les plus révélateurs de ce fourvoiement campiste. Dès 2011, une partie significative de la gauche occidentale a lu la situation syrienne – à tort, et à contretemps – presque exclusivement à travers le prisme de l'anti-impérialisme. Cette lecture, calquée sur celle qui était pertinente à propos des guerres menées en Irak, a conduit à une incompréhension profonde de la réalité syrienne. Le régime d'Assad a été fantasmé comme un État antisioniste (donc prétendument allié de la cause palestinienne), héritier du socialisme arabe, laïc et protecteur des minorités. Alors qu'il était en train de s'affirmer comme la plus inhumaine des dictatures du Moyen Orient, par le massacre et la torture de masse.

Contrairement au schéma irakien, le régime syrien n'a pas été déstabilisé à l'origine par une intervention militaire occidentale massive, mais par un extraordinaire soulèvement populaire. Les États-Unis, sous Obama, ont au contraire largement pratiqué le non-interventionnisme, y compris face à l'utilisation d'armes chimiques par le régime. La coalition internationale qui a envoyé des avions en Syrie bombardait... des ennemis officiels d'Assad, à savoir Daech. En revanche, une autre intervention décisive a bien eu lieu : celle de la Russie, en soutien direct au régime d'Assad,

contre l'armée syrienne libre et contre d'autres groupes armés (eux-mêmes opposés à Daech par ailleurs). Pourtant, cette perturbation évidente du schéma classique n'a pas suffi à remettre en question la grille de lecture campiste. Le résultat a été un naufrage politique et moral : une incapacité à reconnaître la dimension profondément populaire, créative et initialement pacifique de la révolution syrienne, une invisibilisation de la souffrance des Syriennes et des Syriens, et un abandon massif de celles et ceux qui, sur le terrain, luttait pour des droits, une dignité et une liberté élémentaires. Pour celles et ceux qui ont côtoyé, accompagné, soutenu des Syriens engagés dans ce mouvement, cette désertion d'une partie de la gauche occidentale reste une blessure profonde et impardonnable.

**Le cas bolivien** est plus ambigu et mérite une lecture plus nuancée. En 2019, l'opposition à Evo Morales (président de gauche) a agrégé des forces très hétérogènes, y compris des minorités indigènes, des syndicalistes, des mouvements féministes... Mais en majorité, dans les gauches occidentales, cette réalité de terrain était niée au profit d'un campisme spontané : Evo Morales étant une icône intouchable (le premier président indigène, socialiste !), les critiques des mouvements sociaux à son encontre étaient considérées comme infondées, comme la mise en scène d'un renversement de régime. Et en effet, Coup d'état il y a eu : l'extrême droite a su tirer parti de la situation à son avantage. Le campisme avait donc raison ? Sur l'issue provisoire des faits, oui. Sur la réalité des enjeux et des luttes de terrain, non, ou très partiellement. Comme le disait María Galindo, du collectif féministe *Mujeres Creando*, l'appropriation du pouvoir par une extrême droite réactionnaire, machiste, viriliste, violente et hostile aux mouvements sociaux et aux populations indigènes, n'était « qu'une moitié de la réalité ». L'autre moitié pointait vers de réels dysfonctionnements du pouvoir socialiste et sa nécessaire évolution. La suite de l'Histoire en Bolivie<sup>5</sup> a d'ailleurs ramené le MAS (*Movimiento Al Socialismo*) au pouvoir dès 2020. Preuve que le pays traversait des bouleversements sociaux et démocratiques plus profonds, plus réels, plus diversifiés qu'un renversement de régime planifié. Ce n'est pas que ça n'arrive jamais, c'est même arrivé plusieurs fois en Amérique latine (pensons par exemple au Chili en 1973). Mais de là à en faire un schéma immuable et permanent au point de réduire tout conflit social à l'opposition entre un peuple de gauche univoque et des élites d'extrême droite pilotées par les USA... C'est le propre du

---

<sup>5</sup> Voir, pour une analyse détaillée des évolutions politiques récentes en Bolivie : Pablo Stefanoni et Diego Velásquez, « Le MAS bolivien : un effondrement sans gloire ni fracas ? », Contretemps, revue de critique communiste, <https://www.contretemps.eu>, 2 septembre 2025.

campisme : il est fondamentalement binaire et préfère les récits simples et répétitifs.

**Inutile de décrire encore** comment le même phénomène campiste empêche aujourd'hui certains pans de la gauche occidentale de se montrer solidaires de la résistance ukrainienne face à l'invasion russe (toujours les mêmes d'ailleurs, par exemple *La France Insoumise*, le PTB en Belgique, une partie du *Labour* britannique...). Le simple fait que ce soient les USA de Biden et l'Union Européenne qui aient été les pourvoyeurs d'armes et de fonds pour l'Ukraine suffit à assimiler celle-ci au camp occidental impérialiste. Sans nier l'agression russe et l'hostilité de Poutine, ces gauches-là rechignent pourtant, tempèrent, ergotent et choisissent de concentrer toute leur action et de réduire leur regard sur cette guerre au seul enjeu de pacifisme et de démilitarisation. Encore une fois, critiquer ce campisme ne veut pas dire qu'il n'y a pas d'enjeu de paix ou de démilitarisation, cela ne veut pas dire non plus que l'Union européenne est exemplaire, mais c'est simplement refuser de voir la réalité à partir de lunettes simplificatrices (deux blocs, deux camps) pour donner priorité aux réalités et aux paroles des premiers concernés, en l'occurrence les Ukrainiennes et les Ukrainiens, les gauches des pays de l'Est, bien plus légitimes à comprendre leur situation et à appréhender les menaces que des militants occidentaux confortablement *campés* dans leurs schémas de pensée. Insister sur les dynamiques internes d'un conflit ne revient pas à occulter les responsabilités des grandes puissances, mais à refuser que celles-ci effacent toute autre réalité.

**En fin de compte**, comme le résume Bernard Dreano, le campisme d'aujourd'hui « *est une vision binaire et idéologique qui n'est que le négatif de la rhétorique occidentale qui « oppose le camp du Bien (les États-Unis et les démocraties occidentales et leurs alliés du moment) et le camp du Mal* », c'est-à-dire tous les autres auxquels il faudrait apporter les bienfaits du capitalisme néolibéral - capitalisme dont ces « autres » sont pourtant aussi partie prenante au sein du système monde<sup>6</sup>. » Dans une perspective de Voir-Juger-Agir, le campisme est une erreur de base, une trahison pédagogique : c'est un renoncement dès l'étape du « Voir », et le remplacement du « Juger » par un préjugé rigide.

**Le campisme est ainsi fantasmatique** : il fait passer la grille de lecture avant les faits et avant les peuples. On l'a dit, cela conduit à l'invisibilisation, voire à une négation de l'action de mouvements sociaux,

---

<sup>6</sup> Bernard Dreano, *Idem*.

d'enjeux ou de luttes réelles. Mais plus encore, le fantasme est tellement puissant, la grille de lecture tellement intériorisée, que cela peut aussi mener à la déformation des faits eux-mêmes : on cherche des vérités alternatives permettant de confirmer la grille de lecture fantasmatique, quitte à aller pour les plus extrêmes jusqu'à des théories du complot (la plus simple, la plus efficace, c'est de présenter tout soulèvement qui ne nous arrange pas comme une déstabilisation de la CIA – théorie très populaire à propos de la Syrie ou de la révolution de la place Maidan à Kiev en 2014). Le campisme est donc une posture problématique, et cela, même si dans certaines situations, il formule des diagnostics ou des pronostics qui peuvent se vérifier. Rien de paradoxal là-dedans : *si je prédis chaque jour qu'il va pleuvoir, j'aurai raison certains jours*. Le problème n'est pas d'avoir des grilles de lecture, mais de les appliquer partout, indistinctement.

**Le campisme est par ailleurs *intransigeant***, imperméable à la critique interne et supporte mal les changements d'opinion, les *mea culpa*, les ralliements, qu'il traque comme des défauts, comme des indices d'impureté militante. Ce phénomène est très frappant et peut être intense dans les contextes émotionnellement brûlants. L'écrivain belge Thomas Gunzig en a fait les frais suite à une chronique pourtant limpide dans sa condamnation du génocide israélien (mais qui avait le tort, pour les campistes, de s'adjoindre de considérations sur l'augmentation de l'antisémitisme ou sur le terrorisme du Hamas, ce qui lui a valu l'accusation de neutralité, d'équidistance – incompatible avec l'impératif de « choisir son camp »). De même pour la rabbine française Delphine Horvilleur qui, lorsqu'elle a condamné les crimes de l'armée et du gouvernement israélien à Gaza, s'est vu violemment reprocher de le faire trop peu, trop tard.

**Mais il serait trop simple, et même un peu lâche, de s'arrêter là.** Le campisme, bien que sous une forme caricaturale, révèle aussi une tendance humaine universelle, souvent inconsciente : celle d'ancrer ses analyses dans ses amitiés politiques, dans ses blessures personnelles, dans ses fidélités idéologiques. Or, cette tendance-là, elle nous travaille toutes et tous.

Si je me considère comme un critique du campisme, si je pense qu'il faut absolument le dénoncer et le discuter (ce qui n'est pas toujours simple), je crois avec la même fermeté que j'ai mes propres angles morts et – même s'il n'est pas nommé comme tel – mon propre « campisme », ma propre



fidélité, sans doute un peu aveugle et certainement intransigeante, à des causes ou à des camps qui m'ont profondément mobilisé. Il ne s'agit donc pas de sortir de toute fidélité, mais d'accepter qu'aucune fidélité politique ne dispense d'un travail critique permanent.

Par ailleurs, l'impérialisme occidental existe. Le capitalisme aussi. Le fait qu'ils n'expliquent pas tout ne signifie pas qu'ils n'expliquent rien. L'impérialisme occidental constitue une structure de domination réelle, durable et massivement documentée ; le problème n'est évidemment pas de la nommer ni de la combattre (c'est indispensable), mais de la transformer en clé explicative universelle.

Refuser le campisme ne signifie pas prétendre à une neutralité impossible, ni se hisser au-dessus des conflits depuis une position surplombante. Cela suppose au contraire d'assumer ses propres fidélités, ses affects politiques, ses héritages idéologiques, tout en acceptant qu'ils puissent devenir, à leur tour, des angles morts. Il n'y a pas de regard pur, sans camp, sans histoire ni sans blessures. Il n'y a en revanche qu'une exigence toujours à reconquérir : celle de soumettre ses cadres d'analyse à l'épreuve des faits, des situations concrètes et des paroles des premiers concernés. C'est à ce prix seulement que l'anti-impérialisme, le pacifisme et la solidarité internationale peuvent rester des forces d'émancipation, et non des réflexes idéologiques qui finissent par justifier l'injustifiable ou abandonner celles et ceux qui luttent.

Guillaume Lohest (décembre 2025)

~ Analyse publiée par *Les Équipes Populaires* – décembre 2025 ~